

Communiqué



Jeudi 22 novembre 2018

Le congrès des Maires de France s'achève sur une volonté de dialogue à renforcer. L'association Villes de France, représentant les villes de 15.000 à 100.000 habitants et leurs EPCI, salue cette volonté de débat et continuera à s'inscrire dans le cadre d'un dialogue constructif, exigeant et permanent.

Ce dialogue ne doit s'inscrire ni dans l'opposition systématique, ni être un blanc-seing à l'égard des pouvoirs publics.

Le Maire demeure un acteur incontournable de la vie démocratique, un rempart contre les populismes et mérite d'être respecté dans l'exercice de ses missions. Le congrès des Maires a été l'occasion de le réaffirmer après cette campagne scandaleuse #BalanceTonMaire véhiculée sur les réseaux sociaux. Nous pensons à ce titre que la réflexion relative au statut de l'élu doit être poursuivie et concrétisée en toute transparence.

Les semaines et mois qui viennent seront décisifs pour nos collectivités. Les sujets d'interrogations - voire d'inquiétudes - doivent trouver des réponses claires et concrètes.

La suppression de la taxe d'habitation fait peser le doute sur l'avenir financier de nos villes et EPCI, sur leur autonomie financière et sur leur capacité durable à investir. Nous continuerons à porter avec force et ténacité la voix des collectivités de notre réseau. Nous souhaitons maintenant être entendus.

La politique de la ville et la rénovation urbaine restent des points de vigilance majeurs pour notre association. Nous demandons que Les moyens dédiés aux bailleurs sociaux soient préservés pour ne pas aggraver davantage la fracture sociale et territoriale.

L'encadrement de la progression des dépenses de fonctionnement à 1.2% doit être revu pour prendre en compte toutes les dépenses nouvelles imposées par l'État aux collectivités (ouverture des bibliothèques le dimanche, nouvelles dépenses liées aux écoles ...). Nous le demandons depuis plusieurs mois, nous continuerons à le porter dans un souci de justice à l'égard des élus que nous représentons.

Nous continuerons enfin à soutenir et améliorer les initiatives bénéfiques pour nos villes comme le programme Action Cœur de ville qui est un plan d'ampleur à destination de 222 villes dites moyennes. Ce plan, co-construit entre l'association Villes de France et le Ministère de la Cohésion des Territoires, est une réponse adaptée pour la revitalisation de nos villes qui sont des pôles de centralité irriguant le tissu péri-urbain et rural qui les entourent.

Sur toutes ces questions, Villes de France sera un interlocuteur franc, sincère et exigeant. Dès lundi, nous rappellerons nos propositions lors d'une rencontre avec Jacqueline Gourault et Sébastien Lecornu avant de rencontrer le Premier Ministre le 4 décembre prochain.

Présidée par Caroline CAYEUX, maire de Beauvais, Villes de France, association d'élus pluraliste dont le président délégué est Jean-François DEBAT, maire de Bourg-en-Bresse, représente et accompagne les villes et agglomérations de taille infra-métropolitaine du territoire national dont elles forment l'armature urbaine. Elle regroupe ainsi près de la moitié de la population française.